



AVIS D'APPEL D'OFFRES

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° 05/AONO/FR/CIPM/2026 du 26/02/2026 pour la maintenance physique et logicielle des équipements informatiques, de télécommunication et de l'infrastructure électrique au Fonds Routier

FINANCEMENT Fonds Routier – Exercice budgétaire : 2026

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Fonds Routier lance un Appel d'Offres National Ouvert N°05/AONO/FR/CIPM/2026 du 26/02/2026, pour la maintenance physique et logicielle des équipements informatiques, de télécommunication et de l'infrastructure électrique au Fonds Routier.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent :

2.1. Contenu général des prestations : la maintenance physique, logicielle et fonctionnelle de l'ensemble des équipements informatiques, de reprographie, de télécommunications, ainsi que de l'infrastructure électrique ondulée du Fonds Routier.

À ce titre, le prestataire est pleinement responsable de l'entretien, de la réparation, de la mise à niveau et de l'optimisation des ressources ci-après :

- Équipements informatiques : serveurs (HP, Dell, NAS), ordinateurs de bureau et ordinateurs portables ;
- Infrastructure réseau : pare-feu, commutateurs (switchs), routeurs, câblage structuré, bornes Wi-Fi et liaison fibre optique ;
- Matériel de reprographie : photocopieurs (Kyocera, Ricoh, etc.), imprimantes (Toshiba, HP, Canon, etc.) et scanners ;
- Système électrique : onduleurs (APC) et infrastructure de distribution électrique ondulée associée ;
- Télécommunications : autocommutateur téléphonique (PABX) et réseau de téléphones fixes ;
- Climatisation : maintenance du système de climatisation de type split dédié à la salle serveur.

2.2. Maintenance préventive : elle a pour objectif d'assurer la disponibilité, la fiabilité et la sécurité des équipements, tout en réduisant les risques de pannes et d'interruptions de service. Elle comprend notamment :

Visites hebdomadaires :

- contrôle des équipements hébergés dans la salle serveur ;
- vérification des mises à jour de sécurité ;
- contrôle du bon fonctionnement des services critiques ;
- vérification de la redondance des disques et des alimentations.

Visites mensuelles :

- maintenance de l'autocommutateur et des téléphones fixes ;
- contrôle et entretien des postes de travail ;
- vérification des onduleurs (tests de charge, autonomie, alertes) ;
- mises à jour systèmes et antivirus.

Visites trimestrielles :

- entretien approfondi de l'ensemble du parc ;
- dépoussiérage par soufflage des équipements ;
- lubrification des composants mécaniques des matériels de reprographie ;
- contrôle de la qualité d'impression et des performances générales.

2.3. Maintenance corrective et curative : elle consiste à diagnostiquer et à rétablir le fonctionnement normal des équipements à la suite d'un incident, d'une panne ou d'une dégradation des performances.

- Délai d'intervention : le prestataire s'engage à intervenir dans un délai maximal de soixante-douze (72) heures à compter de la notification de l'incident par le Fonds Routier ;
- Pièces de rechange : le remplacement des pièces défectueuses est entièrement pris en charge par le prestataire pour les équipements non amortis (âgés de moins de cinq (5) ans) ;
- Équipements de secours : en cas de panne prolongée, le prestataire met à disposition des équipements de remplacement (postes de travail, imprimantes, photocopieurs, équipements réseau) afin d'assurer la continuité des services.

2.4. Assistance technique et support aux utilisateurs : le prestataire assure une assistance technique continue au profit des utilisateurs du Fonds Routier, comprenant notamment :

- Assistance à l'utilisation : accompagnement et fourniture des informations nécessaires au bon usage des équipements et systèmes installés ;
- gestion des incidents : mise en place et exploitation d'un outil de type *Helpdesk* pour l'enregistrement, le suivi et la résolution des demandes d'assistance ;
- sécurité et intégrité des données : vérification systématique de l'état et de la validité des sauvegardes avant toute intervention majeure sur les serveurs ou les systèmes de stockage.

2.5. Gestion des consommables et des pièces de rechange

Stock de sécurité : le prestataire doit maintenir un stock minimal permanent de pièces détachées et de consommables critiques, sur site ou dans ses locaux, afin de répondre aux interventions urgentes.

Exclusions : sont exclus de la fourniture :

- les rames de papier ;
- les encres et toners ;
- les piles ;
- les batteries d'onduleurs et d'ordinateurs portables ;
- les écrans.



2.6. Livrables attendus

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le prestataire est tenu de produire les livrables suivants :

- une fiche de maintenance ou un rapport détaillé après chaque intervention ponctuelle ;
- un rapport de suivi mensuel, fourni en trois (03) exemplaires ;
- un rapport final des travaux pour chaque phase contractuelle.

3. Tranches /Allotissement

Sans objet.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de vingt-quatre (24) millions soit douze (12) millions pour chaque phase.

5. Délai d'exécution

Le délai global d'exécution fixé par le Maître d'Ouvrage est de douze (12) mois, répartis en deux (02) phases de six (6) mois chacune. Pour chaque phase, le délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de ladite phase.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises ou groupements d'entreprises installées en République du Cameroun, et exerçant dans les domaines de la maintenance physique et logicielle des serveurs, des postes clients, des onduleurs, des autocommutateurs et des téléphones fixes du matériel de reprographie ainsi que de l'amélioration de l'utilisation des ressources informatiques.

7. Financement

Le financement de la prestation objet du présent Appel d'Offres sera assuré par le budget de fonctionnement du Fonds Routier pour l'Exercice 2026 sur l'imputation : 9BS612AC70 / A2P3A10023 - 612140 - Site 03.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant s'élève à quatre cent quatre-vingt mille (480 000) FCFA (2% du budget prévisionnel) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Une caution de soumission produite mais n'étant pas conforme à la lettre circulaire n°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics est considérée comme absente.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'appel d'offres pourra être consulté gratuitement aux heures ouvrables (08h 00 - 12h 30, et 14h 00 - 15h 30) au Fonds Routier sis au 12ème étage de l'immeuble SNI à Yaoundé (Courrier) porte 12-18, dès diffusion du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Fonds Routier sis à l'immeuble SNI, 12ème étage, porte 12.18 –Tél. (237) 222.22.47.52 - Yaoundé - Cameroun, sur présentation d'une quittance de versement au compte d'affectation spécial CAS ARMP n° 33598860001-94 à la BICEC, d'un montant de **25 000 (Vingt-cinq mille) francs CFA**, non remboursable, représentant les frais d'acquisition du dossier. Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète : BP..... ; FAX ; TEL.....

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et en **sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies** respectivement marquées comme tel devra parvenir au bureau du courrier porte 12-18, au plus tard le **02/04/2026 à 10 heures** locale et devra porter la mention :

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 05/AONO/FR/CIPM/2026 du 26/02/2026
POUR LA MAINTENANCE PHYSIQUE ET LOGICIELLE DES EQUIPEMENTS
INFORMATIQUES, DE TELECOMMUNICATION ET DE L'INFRASTRUCTURE
ELECTRIQUE AU FONDS ROUTIER**

"À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement".

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis ne respectant pas le nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Une caution de soumission produite mais non conforme à la lettre circulaire n°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics est « non-conforme ».

14. Ouverture des plis

Les offres seront ouvertes en un temps par la Commission Interne de Passation des Marchés le **02/04/2026 à 11 heures**, heure locale, dans la salle de conférences du Fonds Routier sis à l'immeuble SNI 13^{ème} étage porte 13-06, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprise. Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires du présent Appel d'Offres sont les suivants :

I. Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif

- absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);

II. Critères éliminatoires relatifs à l'offre technique

- note technique inférieure à **30/36 « oui »** ;
- absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années ;
- n'avoir pas un contrat de fourniture de matériels ou d'équipements informatiques au Fonds Routier ;
- absence de la charte d'intégrité ;
- absence de la déclaration d'engagement social et environnemental.

III. Critères éliminatoires relatifs à l'offre financière

- absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- absence ou non-respect du modèle de la lettre de soumission.

IV. Critères éliminatoires d'ordre général

- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- Caractéristiques techniques (10 « OUI/ NON ») ;
- Personnel clé de la mission (10 « OUI/ NON ») ;
- Références du soumissionnaire (8 « OUI/ NON ») ;
- Délai maximum de réaction aux différentes interventions (5 « OUI/ NON ») ;
- Capacité financière (1 « OUI/ NON ») ;
- Présentation et respect des modèles et formulaires (2 « OUI/ NON »).

16. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre sera jugée la **moins-disante** conformément aux procédures décrites dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

17. Nombre maximum de lots

Lot unique.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

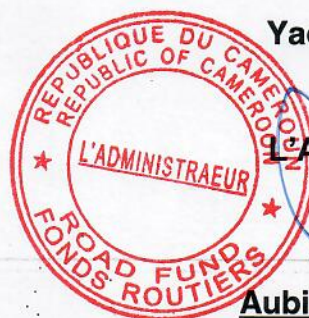
19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de l'Administrateur du Fonds Routier, à l'adresse ci-après BP 6221 ; TEL. 00 (237) 222 224 752.

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir contacter l'ARMP, le MINMAP, la CONAC (au numéro 1517) ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237)673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le _____



L'Administrateur, *[Signature]*

Aubin ESSAIE MOUSSA

Ampliations:

- ✓ **MINMAP**
- ✓ **ARMP(Journal des projects)**
- ✓ **CIPM/FR**
- ✓ **SOPECAM (pour publication)**
- ✓ **ARCHIVES**
- ✓ **AFFICHAGE.**



CALL FOR TENDERS

Open National Call for Tenders No. 05/AONO/FR/CIPM/2026 of 26/02/2026 for the physical and software maintenance of computer, telecommunications and electrical infrastructure equipment at the Road Fund.

FINANCING: Road Fund Line - Financial Year: 2026

1. Purpose of the Call for Tenders:

The Road Fund hereby issues the Open National Call for Tenders No. _05/AONO/FR/CIPM/2026 of 26/02//2026, for the physical and software maintenance of computer, telecommunications and electrical infrastructure equipment at the Road Fund.

2. Scope of Services

The services under this consultation include:

2.1. General Scope of Services: Physical, software and functional maintenance of all computer, reprographic and telecommunications equipment, as well as the UPS-backed electrical infrastructure at the Road Fund.

As such, the service provider is fully responsible for the maintenance, repair, upgrading and optimisation of the following resources:

- **Computer equipment:** servers (HP, Dell, NAS), desktop computers and laptops;
- **Network infrastructure:** firewalls, switches, routers, structured cabling, Wi-Fi terminals and fibre optic links;
- **Reprographic equipment:** photocopiers (Kyocera, Ricoh, etc.), printers (Toshiba, HP, Canon, etc.) and scanners;
- **Electrical system:** uninterruptible power supplies (APC) and associated uninterruptible power distribution infrastructure;
- **Telecommunications:** private automatic branch exchange (PABX) and fixed telephone network;
- **Air conditioning:** maintenance of the split-type air conditioning system dedicated to the server room.

2.2. Preventive maintenance: The aim of preventive maintenance is to ensure the availability, reliability and security of equipment, while reducing the risk of breakdowns and service interruptions. It shall include, in particular:

Weekly visits:

- Checking the equipment in the server room;
- Verifying security updates;
- Checking the proper functioning of critical services;
- Verifying disk and power supply redundancy.

Monthly visits:

- Maintaining the PABX and fixed telephones;
- Checking and maintaining workstations;
- Verifying UPS units (load tests, autonomy, alerts);
- Updating systems and antivirus.

Quarterly visits:

- Thorough maintenance of all equipment;

- Dust removal by air blowing;
- Lubrication of mechanical components in reprographic equipment;
- Quality control of the printing and overall performance.

2.3. Corrective and curative maintenance: This consists in diagnosing and restoring the normal functioning of equipment following an incident, breakdown or performance degradation.

- **Response time:** the service provider shall undertake to respond within a maximum of seventy-two (72) hours of notification of the incident by the Road Fund;
- **Spare parts:** the replacement of defective parts shall entirely be covered by the service provider for non-depreciated equipment (less than five (5) years old);
- **Emergency equipment:** in the event of a prolonged breakdown, the service provider shall provide replacement equipment (workstations, printers, photocopiers, network equipment) to ensure continuity of service.

2.4. Technical assistance and user support the service provider shall provide ongoing technical assistance to Road Fund users, including in particular:

- **User assistance:** support and provision of the information necessary for the proper use of the equipment and systems installed;
- **Incident management:** implementation and operation of a *Helpdesk* tool for recording, tracking and resolving assistance requests;
- **Data security and integrity:** systematic verification of the status and validity of backups before any major intervention on servers or storage systems.

2.5. Management of consumables and spare parts

Safety stock: the service provider must maintain a minimum permanent stock of critical spare parts and consumables, on site or at its premises, in order to respond to urgent interventions.

Exclusions: the following are excluded from the scope of supply:

- Paper reams;
- Inks and toners;
- Batteries;
- UPS and laptop batteries;
- Screens.

2.6. Deliverables Expected

As part of the performance of services, the service provider shall deliver the following:

- a maintenance sheet or detailed report after each specific intervention;
- a monthly progress report, provided in three (3) copies;
- a final report on the work for each contractual phase.

3. Lots/Allotments

Not applicable.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation is twenty-four (24) million, that is twelve (12) million for each phase.

5. Execution Time Frame

The overall execution time frame set by the Project Owner is twelve (12) months, divided into two (2) phases of six (6) months each. For each phase, the time frame runs from the date of notification of the Order to commence service delivery for the concerned phase.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened to companies/consortia established in the Republic of Cameroon, and operating in the fields of physical and software maintenance of servers, client workstations, UPS, PABX, fixed phones, reprographic equipment as well as the improvement of the use of computer resources.

7. Financing

The services under this Call for Tenders will be financed by the Road Fund's operating budget, 2026 financial year, line: 9BS612AC70 / A2P3A10023- 612140 - Site 03.

8. Bidding Method:

The bidding method chosen for this consultation is off-line.

9. Bid Bond

Each tenderer must attach to his administrative documents a hand-paid bid bond, issued by one of the bodies or financial institutions authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds within the framework of public contracts, the list of which appears in Document 13 of the Tender Documents. The amount of the bond is 480,000,000 (four hundred and eighty million) CFAF (2% of the estimated budget) and it shall be valid for thirty (30) days from the initial tender validity date.

The absence of bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, shall result in the outright rejection of the tender.

A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account.

A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

A bid bond provided, but not compliant with Circular-Letter No. 000014/C/MINMAP/CAB of 23 July 2025 relating to the procedures for the constitution, deposit, retention, return and release of bonds for public contracts, shall be deemed to be missing.

10. Consultation of Tender Documents

Tender documents may be consulted during working hours (8:00 - 12:30 and 2:00 - 3:30) at the Road Fund, located on the 12th floor of the SNI Building in Yaounde (Mail service), Room 12-18, upon publication of this call for tenders.

11. Acquisition of Tender Documents

The hard copy of the Tender Documents may be obtained at the Road Fund, located at the SNI Building, 12th floor, Room 12.18 - Tel.: (237) 222.22.47.52- Yaounde- Cameroon, upon presentation of the receipt of payment into the earmarked account CAS ARMP No.33598860001-94 at BICEC, of a non-refundable fee of **25,000 (twenty-five thousand) CFAF francs**, representing the cost of the file. When withdrawing the documents, the tenderers shall be registered by indicating their complete address: P.O. Box: ...; Fax:; Tel.:

12. Submission of Tenders

Drafted in English or French and in **septuplicate (7)**, including **one (1) original and six (6) copies**, labelled as such, each tender shall be submitted at the Mail Bureau, Room 12-18 no later than **02/04/2026 at 10 a.m.**, local time. It shall bear the following:

**OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS NO. 05/ AONO/ FR/CIPM/2026 OF 26/02/2026
FOR THE PHYSICAL AND SOFTWARE MAINTENANCE OF COMPUTER,
TELECOMMUNICATIONS AND ELECTRICAL INFRASTRUCTURE EQUIPMENT AT THE
ROAD FUND.**

“To be opened only at the tender evaluation session.”

13. Bid Admissibility

Administrative, technical and financial documents must be placed in separate envelopes and submitted in sealed envelopes. The Project Owner shall reject the tender for the following reasons:

- envelopes bearing details of the identity of tenderers;
- tenders submitted after the submission deadline;
- envelopes without any indication of the identity of the tender;
- tenders that do not comply with the bidding method;
- failure to provide the number of copies indicated in the Special Tenders Regulation or tenders submitted without the original copy;

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and Tender Documents shall be rejected. The absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of finance, to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid without any possible petition.

A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

A bid bond provided but not compliant with Circular-Letter No. 000014/C/MINMAP/CAB of 23 July 2025, relating to the procedures for the constitution, deposit, retention, return and release of bonds for public contracts is considered “non-compliant”.

14. Opening of Tenders

Tenders must be opened at once on **02/04/2026** at **11a.m.** local time, by the Internal Tenders Board, in the Road Fund’s conference room located on the 13th floor of the SNI Building, Room 13-06, in the presence of tenderers or their duly authorised representatives.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice even in the case of a consortium. Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the other relevant administrative documents, certified by the issuing service, or administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must date no more than three (3) months from the initial tender submission deadline or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file at the bid opening session, after a period of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminary criteria

The eliminary criteria for this Call for Tenders are the following:

I. Eliminary criteria relating to the administrative file

- absence of bid bond after the opening of bids;
- Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the bid opening session despite the 48-hour extension (except the bid bond);

II. Eliminary criteria relating to the technical offer

- Technical score less than the required **30/36 "Yes"**;
- absence of a formal declaration that the tenderer did not abandon a contract over the last three (3) years;
- not having a contract for the supply of hardware or computer equipment to the Road Fund
- absence of the Integrity Charter;
- absence of an undertaking to comply with social and environmental commitment.

III. Eliminary criteria relating to the financial offer

- absence of a quantified unit price in the offer;
- Absence or non-compliance of the original of the bid bond.

IV. General eliminary criteria

- False declarations, fraud or forgery.

15.2. Essential criteria

The essential criteria for the qualification of tenderers concern the following:

- Technical characteristics (10 "YES/NO");
- Key mission staff (10 "YES/NO");
- Bidder's references (10 "YES/NO");
- Maximum time needed for the various interventions (5 "YES/NO");
- Financial capacity (1 "YES/NO");
- Presentation and compliance with templates and forms (2 "YES/NO" answers).

16. Contract Award

The contract shall be awarded to the **lowest bidder** in accordance with the procedures described in these Tender Documents.

17. Maximum Number of Lots

Single lot

18. Tender Validity

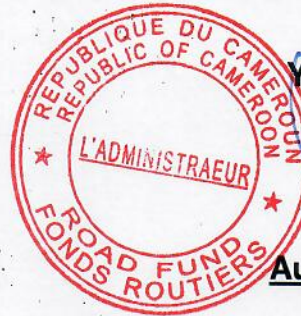
Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender submission deadline.

19. Additional Information

Additional information may be obtained from the Road Fund Administrator at the following address:
PO Box: 6221; Tel.: 00 (237) 222 224 752.

20- Fight Against Corruption and Malpractices

In the event of any attempted or corrupt practices, please call MINMAP, PCRA, CONAC (number 1517), or send an SMS to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.



Yaounde, **26 FEB 2026**

The Administrator

Aubin ESSAÏE MOUSSA

True copies:

- ✓ MINMAP
- ✓ PCRA/Project logbook
- ✓ CIPM/RF
- ✓ SOPECAM (for publication)
- ✓ ARCHIVES
- ✓ NOTICE BOARD.